2.

VIVE LA PROTECTION

BROCHURE

CONTRE

LE LIBRE ECHANGE

OU

LA RÉCIPROCITÉ ILLIMITÉE

D'APRÈS

M. C. BEAUSOLEIL
Ex-Député rouge-grit de Berthier.

MONTRÉAL
1891

Vive la Protection

Les libéraux rouges-grits disent qu'ils ne favorisent pas l'annexion, qu'ils veulent le maintien de la nationalité canadienne.

Ils mentent comme d'ordinaire. Ils sont le parti de l'hypocrisie organisée. Ils sont pour l'annexion. Ils ne comptent que sur Blaine et Wiman, pour remporter leurs élections.

Ils prennent tous les moyens de pousser le Canada à l'annexion.

Et ils savent que le principal moyen d'arriver à ce résultat qu'ils convoitent avant tout, c'est de ruiner nos fabriques actuelles et d'empêcher d'en avoir d'autres.

Les journaux publient, de ce temps-ci, l'avis des manufacturiers grands et petits, rouges et bleus, contre la réciprocité illimitée. Ils se disent ruinés si M. Laurier arrive au pouvoir.

Combien de milliers d'ouvriers seront sur le pavé s'il fallait que les rouges-grits l'emportent ?

L'industrie nationale contre l'industrie et l'agriculture américaines voilà toute la question en jeu dans la présente élection.

Au peuple de réfléchir : non seulement les conservateurs l'avertissent, mais encore les libéraux les plus marquants du pays.

Voyons ce que pense M. Beausoleil de l'industrie nationale créée par le tarif protecteur et du libre échange que les Américains veulent nous imposer avec M. Laurier et Cartwright ; les premiers ne cherchent que leur intérêt mercantile, et les seconds nous offrent en vente à l'étranger pour la jouissance du pouvoir.

M. Beausoleil passe à bon droit pour une des lumières du parti rouge-grit. Son opinion prévaut dans ses délibérations et quand on a besoin d'un homme savant, habile en toutes sortes d'arts et de sciences, avoués ou occultes, c'est à M. Beausoleil que l'on s'adresse. C'est le Joseph du parti et à tous ceux qui souffrent, ont faim ou ont soif, M. Mercier comme M. Laurier disent *ite ad Joseph*

Or M. Beausoleil a donné son idée sur le libre-échange et la protection. Son autorité ne peut être suspecté.

Voyons comment d'abord il repousse les objections au système protecteur, c. a. d., au système qui a créé nos manufactures et est entrain de fonder les grandes villes du Canada, Vancouver, Winnipeg, Toronto, Montréal. Nous citerions bien Québec, mais, d'après l'*Electeur*, Québec diminue et tout le monde y crève de faim. C'est faux, nous les avons ; mais nous savons également que pour un avantage de parti, l'*Electeur* est assez sale oiseau pour souiller son propre nid.

La première des objections au

système protecteur et celle dont toutes les autres découlent, dit l'ex-député de Berthier, M. Cléophas Beausoleil est généralement formulée dans les termes suivants :

" Protéger l'industrie nationale, " c'est taxer le plus grand nombre " pour l'avantage de quelques indi- " vidus ; c'est augmenter le prix de " toutes les marchandises et consé- " quemment opprimer le consom- " mateur et le forcer à payer plus " cher des objets qu'il pourrait ob- " tenir à meilleur marché. C'est en " conséquence, peser sur l'agricul- " ture dont l'existence n'est pas déjà " si brillante, et appauvrir généra- " lement tout le pays.

" Il n'y a pas de doute qu'à pre- " mière vue ce raisonnement paraît " concluant."

Voilà donc l'objection principale des rouges-grits au système de protection, voilà le mal qu'ils trouvent dans la protection. C'est au nom de l'agriculture qu'ils veulent un marché entièrement libre avec les Etats-Unis et qu'ils demandent d'abolir la douane entre les Etats et le Canada.

Les rouges ont tort: c'est M. Beausoleil qui va le leur prouver bien clairement.

" Nous espérons cependant prouver, **dit M. Beausoleil** par les faits, par l'histoire et par le raisonnement, qu'il (le raisonnement des rouges-grits,) est fallacieux, et que c'est tout le contraire qu'il faudrait dire."

Par conséquent les conservateurs ont raison de ne pas livrer le pays aux mains des fabricants américains, par une réciprocité illimitée, qui serait tout à l'avantage de ces gros fabricants et ruinerait les nôtres, des commençants en bien des cas.

" Nous voulons démontrer, continue M. BEAUSOLEIL que la création d'une industrie nationale est **essentielle** à L'INDEPENDANCE d'un pays."

Et le parti rouge qui vend notre industrie aux Américains est donc hostile à l'indépendance du Canada. C'est donc **l'annexion** qu'il lui faut. Honte au parti rouge, TRAITRE au Canada et VENDU aux Etats-Unis ! !

Quelles sont les raisons de M. Beausoleil en faveur de la protection et contre le libre échange avec les *Etats-Unis* ou la réciprocité illimitée ?

C'est ici qu'il est important de suivre ce que dit M. Beausoleil.

" Nous voulons démontrer, etc., dit M. Beausoleil qu'elle (l'industrie nationale) a pour effet de donner à toutes ses ressources leur plein développement ; d'augmenter la production et la consommation, D'ASSURER UNE PLUS GRANDE VALEUR AUX PRODUITS DU SOL ET DE LA FERME ; que s'il en résulte une hausse momentanée des prix, la CONCURRENCE LES RAMENE bientôt à LEUR ETAT NORMAL."

" Enfin, que même si la hausse des prix était permanente, ce ne serait rien en comparaison des nouvelles ressources que l'industrie développerait et des richesses quelle ferait naître."

On ne saurait mieux dire que M. Beausoleil.

Donc, avec M. Beausoleil, pour les meilleures raisons du monde, écrions-nous: *Vive* la protection, à bas le libre-échange illimité. Protégeons les produits du sol et de l'industrie qui ne sont pas encore en mesure de lutter contre les produits américains.

Echangeons librement avec les Américains les produits du sol et de l'industrie qui peuvent lutter avec ceux de même nature aux Etats-Unis.

Donc à bas le libre-échange illimité des rouges-grits.

Vive la réciprocité limitée aux produits de la terre et des usines en état, chez nous, de lutter contre les produits américains. Protection aux autres ; rien de plus, rien de moins.

C'est le truchement rouge-grits, M. Cléophas Beausoleil, qui nous convie à repousser Laurier, traître

au Canada pour rester Canadiens en tenant ferme à l'industrie canadienne.

UNE GROSSE VÉRITÉ

M. Laurier veut nous mettre à la remorque des Americains et nous ruiner.—Il est flétri par M. Beausoleil

La condition essentielle de l'indépendance, A DIT M. BEAUSOLEIL, l'économiste du parti rouge-grit, est de pouvoir se suffire à soi-même. C'est presqu'un axiome de M. La Palisse, tant la chose paraît évidente.

En effet, UN PEUPLE QUI DÉPENDRAIT D'UNE NATION VOISINE pour s'approvisionner des objets de première nécessité, ne pourrait posséder qu'une INDÉPENDANCE NOMINALE.

Dans sa politique et sa législation il ne serait pas libre de suivre la ligne de conduite la plus avantageuse à ses intérêts. TOUJOURS A LA REMORQUE DE SON MAITRE, il traînerait une vie pauvre, misérable et méprisé.

Depuis combien de temps M. Laurier travaille-t-il à nous mettre à la remorque de ses maîtres, les Américains, qui nous exploiteraient à mort et nous feraient TRAINER UNE VIE PAUVRE, MISERABLE ET MÉPRISÉE ?

Avec la réciprocité illimitée le Canada ne dépendrait-il pas de la nation voisine, des Américains ? Oui, dit Beausoleil.

N'est-ce pas là que nous irions nous approvisionner de objets de première nécessité que les Américains produisent à meilleur marché que nous ? Oui, dit Beausoleil.

Ne posséderions nous plus qu'une indépendance nominale ? Oui, dit Beausoleil.

Avec la réciprocité illimitée, serions nous libres de suivre la conduite la plus avantageuse à nos intérêts ?

Non ; nous dit M. Beausoleil.

Ne serions nous pas toujours à la remorque de nos MAITRES, pour trainer une vie PAUVRE, MISÉRABLE et MÉPRISÉE ?

Oui, oui, répond, avec infiniment de raison M. Beausoleil.

Le marché national doit être préféré au marché étranger

M. Laurier veut livrer le Canada au marché américain, un marché étranger par conséquent, si nous voulons être réellement au Canada, rester Canadiens.

M. Beausoleil n'est pas de l'avis de M. Laurier et il a dit avec beaucoup de raison que le MARCHE NATIONAL est de beaucoup *préférable au marché étranger parce qu'il est constant et qu'il expose à moins de risques.*

" C'est celui-là, ajoute-il qu'une politique prévoyante doit s'assurer d'abord, qu'il faut étendre en favorisant la colonisation rapide du pays.

" Pour atteindre ce but, une chose est essentielle : fournir à la population native d'abord, aux étrangers ensuite, *un travail rémunérateur.*

" Or, pour y parvenir, le meilleur moyen est la création d'une industrie manufacturière assise sur des bâses larges et solides.

" Un pays industriel se peuple vite, est vite défriché et acquiert en peu de temps une grande puissance. Nous en avons un exemple frappant sous les yeux.

" Quand les Etats-Unis sortirent de la guerre d'indépendance, leur population ne dépassait pas quatre millions d'âmes. Il y a de cela quatre-vingts ans à peine ; aujourd'hui elle est de quarante millions.

" Les bornes étroites de la république primitive ont été reculées jusqu'au Pacifique. Les Etats de l'Ouest sont devenus le grenier de l'Europe, tandis que la richesse publique et privée atteignait avant

la guerre civile, un dégré sans parallèle dans l'histoire.

" A quoi faut-il attribuer ce développement merveilleux opéré à côté de nous, par un peuple qui ne vaut pas mieux sous aucun rapport que les Canadiens ?

" Evidemment à l'industrie qui, employant des centaines de milliers de bras, créait une demande considérable et toujours croissante pour les produits de l'agriculture, de la ferme et de la forêt."

Cette industrie c'est la protection qui l'a créée, la protection à outrance, la protection de l'importation étrangère, au moyen d'un tarif variant de 35 à 80 pour cent.

Et M. Laurier, lui, veut la réciprocité avec la nation américaine, la plus rapprochée de nous et qui peut,par conséquent,écraser le plus facilement l'industrie nationale.

N'est-ce pas une tentative criminelle que M. Beausoleil a très bien fait de dénoncer.

Les vrais principes' énoncés par M. Beausoleil,--Laurier et Cartwright intrigants et démagogues.

" Le gouvernement doit prohiber, a dit l'ex-député de Berthier, l'importation de tous les objets de manufacture étrangère qui pourraient être fabriqués dans le pays.

" Il doit aussi empêcher l'importation de la matière première, à moins qu'elle ne se trouve pas dans le pays. En ce cas, l'importation devrait être libre."

Mais c'est là exactement la politique de sir John.

Exclure l'importation de tous les objets manufacturés qui peuvent être fabriqués ici. Et M. Laurier demande tout le contraire.

Empêcher l'importation de la matière première, que nous avons ici.

Mais c'est justement ce que ne veut pas M. Laurier. Comment expliquer sa conduite, ou plutôt sa trahison de nos plus chers intérêts nationaux.

" Comment, dit M. Beausoleil expliquer la facilité avec laquelle des INTRIGANTS et des DEMAGOGUES sont parvenus à faire CROIRE A LA CLASSE AGRICOLE, si intelligente, que toute taxe retombait rudement sur elle, sans lui assurer de compensation ? C'est ce que nous verrons bientôt."

Où donc sont les intrigants et les démagogues dans toute la campagne électorale, si ce n'est dans le camp libéral. Et qui sont-ils, ces intrigants, ces démagogues ? Laurier, Cartwright, Mercier, qui accepteraient la taxe directe tout en nous livrant aux Etats-Unis !

Et en conclusion M. Beausoleil dit :

" Nous croyons avoir suffisamment établi, dit M. Beausoleil en terminant la première partie de sa brochure que la création d'une forte industrie aurait pour effet d'augmenter la production et de nous rendre jusqu'à un *certain point indépendants des peuples étrangers ; de fournir un travail rémunérateur à une foule de Canadiens, qui resteraient au pays au lieu d'émigrer, d'augmenter en conséquence la consommation et, en créant une forte demande pour tous les produits du sol et de la ferme, de leur donner plus de valeur.*"

Est-il possible de présenter sous une forme plus élégante et plus énergique tout à la fois, les bienfaits d'une réciprocité limitée,comparés aux ruines du libre-échange illimité ?

Objections à la protection repoussées par M. Beausoleil

M. Beausoleil a pris un soin tout particulier de repousser les objections des INTRIGANTS et des DEMAGOGUES, (comme il les appelle) contre la réciprocité limitée ou la protection, deux choses qu'il a si bien définies dans son exposition de principes.

La principale de ces objections, à cette politique qui est celle sir John est formulée comme suit :

" Si, dit M. Beausoleil, q e nous allons citer textuellement et très au long, vu l'importance du sujet, l'industrie nationale a une si grande supériorité, elle n'a pas besoin de protection. Elle saura bien prospérer toute seule. Laissez-la faire.

" Ce raisonnement n'a qu'un défaut, mais il est grave :—c'est d'être en contradiction manifeste avec toute l'histoire ; et nous pouvons affirmer—nous le prouverons du reste—QUE JAMAIS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE N'EST PARVENUE A S'IMPLANTER SOLIDEMENT DANS UN PAYS SANS UNE PROTECTION EFFICACE.

" Nous prendrons pour exemple les trois nations les plus industrielles et les plus riches du monde :—la France, l'Angleterre et les Etats-Unis."

La protection en France

" En France l'industrie a pris quelque vigueur sous Henri IV d'abord, mais elle a atteint son plein développement sous Louis XIV et Napoléon I

Tous les historiens s'accordent pour faire le tableau le plus sombre de l'état de la France à l'avènement de Henri IV au trône.

Les guerres civiles et religieuses l'avaient entièrement ruinée. Sa production était réduite aux plus étroites limites et le numéraire s'épuisait peu à peu par l'exportation à l'étranger.

Un pareil malaise ne pouvait manquer d'attirer l'attention d'un roi qui se dévoua si franchement au bonheur de ses sujets. Henri IV commença donc par prohiber l'exportation du numéraire, puis il exclut du royaume les étoffes de soie, d'or et d'argent, les glaces de Venise, les tapis précieux, etc.

Une ordonnance introduisit sur une vaste échelle la culture du mûrier et du vers à soie. les gobelins furent fondés, les tapis de Sèvres furent établis et l'on commença la préparation de glaces qui bientôt rivalisèrent avec celles de Venise.

Or, il n'est personne qui ne sache que ces industries sont la source principale des exportations françaises et qu'elles contribuent pour une large part à la richesse du pays.

L'œuvre que Henri IV a entreprise et réalisée en partie malgré Sully, fut négligé sous le règne de Louis XIII et sous la régence de Louis XIV, mais elle fut reprise énergiquement sous ce dernier prince par l'illustre Colbert.

Celui-ci fit édicter des ordonnances portant réforme radicale de la manière de percevoir les taxes. Les douanes furent reculées jusqu'aux frontières du royaume ; LES PRODUITS DE L'ETRANGER FURENT FRAPPÉS DE DROITS ÉQUIVALANT A LA PROHIBITION, TANDIS QU'ON ATTIRAIT DANS LE ROYAUME TOUS CEUX QUI POUVAIENT Y ÉTABLIR QUELQUE NOUVELLE INDUSTRIE.

Sous l'influence de ce système, la production nationale prit un développement immense. Des manufactures surgirent de toutes parts, et bientôt le royaume fut en proie à à la plus belle activité.

Henri Martin qu'on ne soupçonnera pas de tendances monarchiques ni protectionnistes, écrit à ce sujet dans sa grande histoire de France :

" En 1665, les manufactures éclosent de toutes parts ; les fabriques de fil s'établissent au Quesnoi, à Arras, à Reims, Sedan, Château-Thierry, Loudun, Alençon, Aurillac, etc. Les Von Robais, habiles fabricants hollandais attirés par Colbert, introduisent à Abbeville la fabrication des draps fins, façon de Hollande. Les draperies, sergeries, tanneries, corroieries se multiplient et se perfectionnent, les point de Gênes, de Vienne et d'Espagne sont introduits en France ; une manufacture de glaces est établie au faubourg Saint-Antoine à l'instar de Venise. C'étaient en

grande partie des Français qui soutenaient à Venise ces deux sortes de manufactures.

Colbert rappelle par tous les moyens en France les industriels, les artistes, les marins qui prêtaient à l'étranger une intelligence et des bras que réclamait la patrie; en même temps il attire du dehors, par toutes sortes d'avances et de libéralités, les artisans étrangers les plus adroits. Les métiers à bas autrefois inventés en France puis oubliés chez nous tandis qu'ils se répandaient en Angleterre, avaient été rapportés par deux Niçois en 1656. Cette industrie prend un grand développement. On établit des verreries et cristalleries, des fonderies et des batteries de cuivre et d'airain, des fabriques de ferblanc, de cordages, de toîles à voiles, puis en 1668 des moulins à fer et à acier et des acieries."

En divers endroits le même écrivain caractérise à la fois les résultats de la politique de Henri IV et de Colbert. Il s'exprime dans les termes suivants:

" Il faut bien le dire, si les principes de Sully et des économistes en matière d'industrie avaient prévalu sur ceux de Henri IV et de Colbert, la France ne fabriquerait ni soieries, ni cotonnades, ni draps fins, ni étoffes de laine fine, sans parler de tant d'autres industries qui sont venues successivement du dehors accroître la richesse nationale.

LE LIBRE-ÉCHANGE EST, COMME LA PAIX UNIVERSELLE, UN BUT IDÉAL VERS LEQUEL IL FAUT TENDRE, MAIS CE N'EST PAS LE POINT DE DÉPART DU PROGRÈS INDUSTRIEL,

.....

" Quoiqu'en aient pu dire par envie ou par légèreté quelques contemporains auxquels l'esprit de système sert trop facilement d'écho, le succès de Colbert fut éclatant. Dès 1669 plus de 44,000 métiers étaient employés dans l'industrie des laines, le commerce de Lyon se releva pour ne plus déchoir, les soieries produisirent bientôt un mouvement de 100,000,000 de francs de notre monnaie. Le plus large avenir industriel était réservé à la France en 1672 à l'époque culminante du ministère de Colbert. Si plus tard le mouvement se ralentit, si le grand ministre vit, avant de mourir, des années moins prospères, la cause en fut dans la politique et dans la guerre et non dans les lois économiques."

Enfin, Henri Martin résume comme suit ce que le système protecteur avait fait de la France quelques années à peine après son introduction. C'est une réponse péremptoire à ceux qui prétendent que LA PROTECTION EST RUINEUSE OU INUTILE pour une nation :

" Nous avons achevé de considérer sous ses diverses faces économiques cette administration colossale qui semble avoir réuni en quelques années les travaux de plusieurs siècles. Jamais la France ne s'était vue dans une situation semblable à celle qu'elle occupait en 1672 ; jamais elle n'avait atteint une telle hauteur de puissance et de majesté. Non seulement les admirateurs et les panégyristes du règne de Louis XIV, mais ses détracteurs les plus systématiques se sont inclinés devant le souvenir de cette époque immortelle. " Tout était florissant dans l'Etat," dit Simon ; " tout y était riche. Colbert avait " mis les finances, la marine, le " commerce, les manufactures, les " lettres même au plus haut point." La France grandissait dans la paix comme elle avait grandi dans la guerre.',

Après Louis XIV, la France se trouva livrée à un ramassis de fripons et de proxénètes, (oui exactement comme à Québec) puis aux bêtes féroces de la Révolution. Elle en était réduite au dernier degré de l'abaissement, de la misère et de la ruine, alors qu'apparut Na oléon 1er. Ce génie commença par rele-

ver les autels et par renverser les idoles, puis il rétablit le crédit national en purifiant l'administration et ranima la prospérité intérieure en protégeant l'agriculture et l'industrie.

La prospérité régna partout, et en dépit de guerres gigantesques constamment renouvelées. l'agriculture fleurit, l'industrie prit de nouveaux développement, le commerce intérieur s'accrut avec l'aisance générale. Le trésor était comble, bien que les taxes fussent modérées, et que l'empereur exécutât plus de travaux publics qu'aucun de ses prédécesseurs.

C'est à Napoléon 1er que la France doit de fabriquer elle-même le coton et le sucre de betteraves, qui ont pris une telle importance.

Captif à Ste-Hélène et, du haut de ce rocher, examinant en détail le monument de sa puissance, Napo- l'attribuait autant à ses mesures économiques qu'à ses armes.

Dans sa pensée, la richesse d'une nation provenait de trois grandes sources qu'il indiquait comme suit par ordre d'importance : 1o l'agriculture, 2o l'industrie, 3o le commerce.

Le *Mémorial de Sainte-Hélène* contient à ce sujet des notes précieuses que nous ne pouvons reproduire, mais auxquelles nous renvoyons le lecteur.

De ce qui précède, nous devons conclure qu'en France L'INDUSTRIE EST NÉE, A VÉCU ET A PROSPÉRÉ, GRACE A LA PROTECTION, et qu'en retour elle a fait la France grande et prospère. Nous allons voir qu'il en est de même de l'Angleterre et des Etats-Unis. Mais avant d'en arriver là et pour compléter notre démonstration en ce qui la regarde, nous devons faire allusion aux dix dernières années du règne de Napoléon III.

On sait que ce prince, séduit par les théories brillantes du libre-échange exposées par M. Cobden, voulut en faire goûter à son peuple.

Un traité de commerce fut conclu et mis en force par un simple décret, en dépit des protestations de l'industrie française. Ce pacte faisait disparaître ou réduisait considérablement tous les droits de douane.

Le résultat ne se fit pas longtemps attendre. Les Anglais continuèrent d'acheter en France à plus bas prix les vins et les soieries qu'ils ne pouvaient se procurer ailleurs ; tandis que d'un autre côté ils inondaient les marchés français de leurs tissus de calicot, de toile, de coton et de laine.

L'industrie française, obligée de faire des sacrifices chaque jour plus grands et voyant diminuer aussi le cercle de ses opérations, commença de décliner sensiblement. D'année en année les réclamations se produisirent au Corps Législatif plus vives et plus pressantes. Tout le monde a lu les discours de MM. Thiers et Pouyer-Quertier pour le rappel du traité de commerce, et le tableau qu'ils firent de l'appauvrissement de toutes les industries est resté vivement gravé dans la mémoire de chacun. Il fut démontré qu'au bout de dix ans, presque toutes les manufactures avaient diminué en production et en étendue.

Enfin les derniers évènements ayant remis les destinées de la France à ses propres mains, le peuple se prononça avec une énergie remarquable pour les hommes qui s'étaient fait, sous le régime précédent, les avocats de ses intérêts véritables, et M. Thiers fut placé à la tête du gouvernement, tandis que M. Pouyer-Quertier fut nommé ministre du commerce.

Le premier acte du nouveau pouvoir, quand il sera solidement constitué, sera de rappeler le traité conclu entre Napoléon III et M. Cobden. C'est ainsi que la France entend cicatriser les blessures d'une guerre malheureuse et rétablir la prospérité du pays."

La Protection en Angleterre

" Il y a en Europe une petite île, avec une population d'environ 18 millions d'habitants, qui est devenue la reine des mers. Ses vaisseaux sillonnent tous les océans, son pavillon est connu et redouté dans le monde entier. Son innombrable marine marchande transporte chez les autres peuples les produits — non de son sol ; car ils ne suffisent pas à la consommation locale— mais de son industrie, revient chargée des produits naturels des pays qu'elle a visités, lesquels, ayant passé par les fabriques, sont exportés de nouveau après avoir pris une valeur décuple.

Les richesses du monde s'accumulent ainsi dans la petite île d'Angleterre, devenue la plus riche et la plus redoutable puissance de l'Europe.

L'observateur ne manque pas de se demander la cause d'un pareil phénomène, et ne tarde pas—ce qui saute aux yeux—de l'attribuer au développement de son industrie. L'HISTOIRE VA ICI ENCORE NOUS SERVIR DE FLAMBEAU POUR DECOUVRIR LA CAUSE DE CE DEVELOPPEMENT PRODIGIEUX DES MANUFACTURES ANGLAISES, ET NOUS DEMONTRER QUE JAMAIS PEUPLE A POUSSE AUSSI LOIN LA POLITIQUE DE PROTECTION.

Parcourant le livre des statuts depuis l'origine des Parlements, nous voyons les législateurs constamment occupés à rechercher les meilleurs moyens de promouvoir ses intérêts. Les lois les plus sévères sont portées contre les MARCHANDISES FABRIQUÉES A L'ÉTRANGER, contre l'émigration des ouvriers anglais. Des faveurs spéciales sont accordées aux *personnes qui établissent des manufactures*. De nouveaux marchés sont créés de toutes parts par la fondation de colonies qui comptent aujourd'hui plus de deux cents millions de consommateurs.

Si jamais, en aucun pays du monde, **la protection a été aussi énergique, aussi constante, jamais aussi elle a donné de plus magnifiques résultats.**

L'imagination recule devant le chiffre énorme du commerce anglais, à côté duquel celui des autres peuples semble de pures bagatelles.

Bonnechose, dans son histoire d'Angleterre, résumant en quelques lignes l'histoire économique anglaise, dit avec raison :

" De tout temps les grands intérêts de l'industrie et du commerce avaient été l'objet des préoccupations les plus sérieuses du gouvernement britannique, et l'Angleterre nous montre par son exemple, que si l'industrie nationale parvenue à un degré supérieur, fleurit et prospère sous le régime de la liberté commerciale, elle naît et grandit d'abord sous un régime différent.....

" Presque toute l'histoire industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne, durant des siècles, se lit au livre des statuts du royaume, dans une longue série d'actes relatifs à des prohibitions et à des privilèges, et l'acte célèbre de navigation publié sous le protectorat de Cromwell et auquel l'Angleterre attribue avec raison l'immense développement de sa marine et de son commerce au 17e siècle, était déjà en germe dans plusieurs statuts de Richard II. Il en fut de même après la république et la restauration des Stuart, sous Guillaume III, sous Anne et sous la maison de Hanovre jusqu'à une époque récente, et la législation anglaise témoigne tout ensemble de l'attention incessante donnée par les grands pouvoirs de l'Etat aux intérêts industriels et commerciaux, et des restrictions nombreuses apportées à la liberté commerciales, soit par les immunités accordées aux grandes compagnies, soit par les prohibitions dont l'importation des produits étrangers demeurait frappée."

Il n'est personne d'ailleurs qui veuille contester ce point d'histoire. Mais, disent les partisans du libre-échange, après tant de siècles de protection, le peuple anglais a reconnu son erreur et il est devenu l'apôtre du libre-échange.

Il est vrai que l'Angleterre est devenue l'apôtre du libre-échange, et cela pour la meilleure de toutes les raisons: C'EST QUE SON INDUSTRIE EST SI SOLIDEMENT ETABLIE QU'ELLE POURRAIT SANS DIFFICULTE ECRASER TOUTE CONCURRENCE ETRANGERE. SON INTERET BIEN ENTENDU EST DONC EVIDEMMENT D'ENGAGER LES AUTRES PEUPLES A DETRUIRE LES BARRIERES QUI S'OPPOSENT A SES PROGRES. ELLE N'A RIEN A REDOUTER CHEZ ELLE, ET TOUT A GAGNER A L'ETRANGER. *C'est ainsi que le libre-échange devient pour la Grande-Bretagne le meilleur et le* PLUS *efficace de tous les systèmes* PROTECTEURS.

Et qui voudrait en douter? Sommes-nous habitués au désintéressement de l'Angleterre et l'avons-nous jamais vue sacrifiant ses intérêts à un principe, quelque juste qu'il fût.

Cela est tellement vrai que nous en avons l'aveu des Anglais eux-mêmes. Dans le cours d'une discussion à la Chambre Haute, lord Goderich disait: "Il est inutile d'essayer de persuader aux autres nations d'adopter avec nous les principes de ce qu'on est convenu d'appeler le *libre-échange*. Elles savent parfaitemont ce que nous entendons par là: que grâce aux avantages supérieurs dont nous jouissons, ce n'est ni plus ni moins qu'un moyen d'obtenir le monopole de tous leurs marchés pour nos manufactures et de les empêcher elles-mêmes de devenir manufacturières."

Voilà un aveu franc et loyal, que nous prenons la liberté de soumettre à tous ceux qui s'occupent d'économie politique et qui se sont laissés séduire par les beautés des principes de l'école anglaise. Il vaut la peine d'être médité.

Nous avons vu ce que la France et l'Angleterre ont fait pour la protection de leur industrie, et d'un autre côté le degré de richesse et de puissance qu'elles ont atteint en conséquence."

La Protection aux Etats-Unis

"Le troisième exemple que nous avons à citer est celui des Etats-Unis dont la position se rapproche beaucoup plus de la nôtre et qui nous fournissent les plus utiles enseignements.

On sait qu'une difficulté relative au tarif a été l'occasion et la cause déterminante de l'insurrection de 1775 et de la déclaration d'émancipation. L'indépendance des treize colonies fut reconnue en 1783. A cette époque elles étaient complètement ruinées par une guerre de huit ans, marquée par les excès du plus horrible vandalisme.

Les fondateurs de la république s'occupèrent d'abord d'assurer son existence en formant un seul faisceau de ces treize petits états, impuissants, séparés les uns des autres, mais forts par l'union.

Cette œuvre prit quelques années à s'accomplir et ce n'est que vers 1790 que la constitution fédérale fut ratifiée par tous les états émancipés.

Alors les questions économiques occupèrent le premier rang. Les hommes d'état les plus clairvoyants comme Washington, Hamilton, Jefferson, etc, ne tardèrent pas de s'apercevoir que les Etats-Unis ne formeraient une puissance réellement indépendante et RESPECTEE QUE S'ILS PARVENAIENT A SE SUFFIRE A EUX-MEMES ET A FABRIQUER LES OBJETS NECESSAIRES A LA CONSOMMATION LOCALE.

Aussi dès 1793, Hamilton, alors secrétaire d'état, fit rapport au congrès en faveur de l'imposition de droits élevés sur les objets de fabrique étrangère.

Ce document produisit en Angleterre une immense sensation. Les assemblées publiques eurent lieu dans les villes manufacturières, et à Manchester seulement on souscrivit cinquante mille louis sterling pour l'achat de marchandises destinées au marché américain, afin de l'inonder et de prévenir toute tentative de fonder des établissements industriels en face de la perspective d'une ruine assurée.

Les choses restèrent dans cet état jusqu'à la guerre de 1812 qui obligea les Américains à se pourvoir chez eux, mais dans des conditions tout à fait ruineuses.

La leçon fut profitable. L'agitation commença aussitôt après la paix en faveur d'une politique énergiquement protectrice. Après une lutte acharnée, le Congrès adopta enfin en 1824 un tarif qui FRAPPAIT DE DROITS PROTECTEURS LES ARTICLES FABRIQUES A L'ÉTRANGER.

Voici comment un des orateurs d'alors, le plus illustre de tous, Henry Clay, dépeignait l'état du pays avant la protection:

"Nous avons sous les yeux, disait-il, des exemples du terrible effet sur nos manufactures de la politique indécise et flottante du gouvernement à leur égard. Des villages et des parties de villages nés sous l'influence de la haute protection dont je parlais tout à l'heure, sont tombés en ruines et sont abandonnés.

"En parcourant la Nouvelle-Angleterre, on aperçoit de hauts et spacieux édifices, les vitres brisées, les contrevents abattus, mornes, sans bruit et sans activité. Si vous demandez la cause de ce triste état de choses, on vous informe que ces bâtisses étaient autrefois des manufactures de coton ou autres dont dont les propriétaires ont dû abandonner l'exploitation à cause de l'écrasante concurrence étrangère."

En 1831, c'est-à-dire sept ans après la mise en vigueur du nouveau système, la face du pays avait entièrement changé. Le même Henry Clay la décrivait alors dans les termes suivants:

"Du premier coup-d'œil nous voyons l'agriculture plus étendue, les arts florissants, la face du pays renouvelée, tout le peuple profitablement employé, et le pays donnant des preuves de tranquillité, de contentement et de bonheur. Et si nous descendons aux détails, nous avons l'agréable spectacle d'un peuple libre de dettes, de la propriété augmentant lentement mais sûrement de valeur, d'un marché suffisant pour absorber le surplus des produits de notre industrie, d'innombrables troupeaux de moutons et de bêtes à cornes couvrant nos milliers de collines et de vallées transformées en gras et verdoyants pâturages, de villages entiers surgissant, pour ainsi dire, comme par enchantement, d'un mouvement plus considérable et s'accroissant d'importations et d'exportations d'une augmentation de notre marine tant océanique que côtière, des rivières intérieures sillonnées par une multitude de bateaux à vapeur ; d'une monnaie sûre et abondante, de la dette publique de deux guerres presque éteinte, et pour couronnement, d'un trésor débordant et embarrassant le Congrès dans la question de savoir—non pas quels articles il doit imposer—mais lesquels il doit dégrever d'impôts.

"S'il fallait choisir une période de sept années de la plus grande prospérité du peuple depuis l'établissement de la constitution, ce seraient précisément les sept années qui ont immédiatement suivi l'adoption du tarif de 1824 qu'il faudrait désigner.

"Cette transformation du pays est due principalement à la législation du Congrès, dirigée dans les intérêts de l'industrie américaine au lieu de se laisser contrôler par la législation et l'industrie étrangères.

"EN 1824, LES ENNEMIS DE LA

PROTECTION PREDISAIENT AVEC ASSURANCE : 1o LA RUINE DU REVENU PUBLIC ET LA NECESSITE D'UN RECOURS A LA TAXE DIRECTE ; 2o LA DESTRUCTION DE NOTRE MARINE ; 3o LA DESOLATION DES VILLES COMMERCIALES ; 4o L'AUGMENTATION DU PRIX DES OBJETS DE CONSOMMATION ET, 5o LE DECLIN DE NOS EXPORTATIONS.

"BIEN LOIN QUE LE REVENU PUBLIC AIT ETE RUINE, NOS ADVERSAIRES DEMANDENT AUJOURD'HUI LA REDUCTION DES DROITS PARCE QUE CE REVENU A TROP AUGMENTE. LA MARINE A PRIS DE PLUS GRANDES PROPORTIONS DANS TOUTES SES BRANCHES. QUANT A LA DESOLATION DE NOS VILLES ESSAYONS DE CONSTATER SI elle s'est réalisée. Prenons pour exemple la plus commerciale et la plus grande de toutes. Je tiens dans la main l'état annuel de la cotisation de New-York pour la période écoulée de 1817 à 1833. Eh bien! tandis qu'en 1824, année du tarif, la propriété était évaluée à $52,019,435, elle était évaluée en 1831 à $95,716,485."

Nous pourrions ajouter qu'aujourd'hui la propriété immobilière de New-York est évaluée à plus de six cent millions et demi de dollars et la propriété mobilière à plus de trois cent millions.

Il ne faut pas croire que tout cela s'accomplit sans peine. Au contraire le Sud réclamait sans cesse et à chaque session du Congrès faisait de nouveaux efforts pour obtenir un retour aux anciennes erreurs.

En 1832, le Congrès s'étant encore refusé à sa demande, la guerre civile devint imminente. Pour parer à cette éventualité désastreuse, on adopta un moyen terme connu sous le nom de *acte de compromis*. Tous les droits étaient abaissés à 30 p. 100 et devaient diminuer de 1 p. 100 par année jusqu'à ce qu'ils fussent tombés à 20 pour 100.

Les effets de cet acte ne tardèrent pas à se faire sentir au détriment de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Dès 1842 la position était devenue intolérable, et les réclamations se produisirent avec un redoublement d'instance et de vigueur.

Henry Clay dépeignait en ces termes énergiques les effets de la politique de tarif de revenu mise en opération dix ans auparavant :

" Quel est notre état actuel ? L'embarras et la détresse sont sans exemple ; aussi intenses qu'universels, affectant tout le monde et n'épargnant personne. La valeur de toutes les propriétés a baissé et baisse encore ; les produits agricoles sont aux prix les plus modiques ; la monnaie, rare et peu sûre, le devient chaque jour davantage à raison de certains moyens que l'on prend pour l'améliorer, toutes les branches d'affaires sont frappées de stagnation et d'inactivité, le change est à un taux exorbitant qui varie sans cesse ; le crédit public et privé est tombé au dernier degré, la confiance est perdue, et il ne reste qu'un sentiment général de découragement et de malaise."

Ces tableaux pris sur le vif, appuyés sur des faits, confirment pleinement tout ce que nous avons dit de l'utilité de l'industrie et de la nécessité de LA PROTECTION COMME CONDITION ESSENTIELLE DE SON EXISTENCE. Nous pourrions nous arrêter là et déclarer notre preuve faite et parfaite.

Nous n'ajouterons qu'une seule observation et c'est la suivante :

Que seraient devenus les Etats-Unis sans industrie durant leur terrible guerre civile des années dernières et à quel degré de ruine ils auraient été réduits par l'absence d'un tarif protecteur ?

Aujourd'hui nous les voyons réduire les taxes tout en payant fidèlement l'intérêt de leur dette et

en remboursant le capital au taux de cent millions de dollars par année, tandis que leur prospérité intérieure n'a rien à envier à la nôtre.

Rallions-nous, conservateurs.—Vive le drapeau national.

Voilà ce qu'à écrit M. Beausoleil en 1871.

Depuis les choses ne sont pas changées, si ce n'est que la protection à de certaines industries non créées encore est plus nécessaire que jamais. Quant aux autres, sir John ne demande pas mieux qu'il y ait libre-échange ou réciprocité dite limitée.

Par le raisonnement, par l'histoire, M. Beausoleil établit que pour fonder une nation il faut la doter d'une industrie à elle, vivant d'elle-même et pour elle-même.

Ainsi a-t-on fait en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Pourquoi M. Laurier veut-il que nous agissions autrement ?

Parce qu'il est contre la nation canadienne.

Parce qu'il est l'instrument des Américains, auxquels Fielding, Longley et Mercier sont vend s.

Citoyens du Canada, vous êtes indépendants chez vous et de l'Angleterre et des Etats-Unis. Voulez-vous continuer à l'être ?

Tenez ferme à votre industrie nationale, ne l'exposez pas à se voir écrasée par l'usine américaine et plus riche, et mieux outillée et plus ancienne que les vôtres.

Voulez vous être une parcelle sans importance de l'Union américaine qui de Washington vous donnera la direction, le mot d'ordre, la vie. Votez pour M. Laurier, mais ne vous plaignez jamais d'avoir perdu votre indépendance commerciale, votre autonomie politique, votre vie nationale. Vous l'aurez voulu, en troquant pour des simples mirages de la démogagie, les réalités bienfaisantes quoiqu'encore au début, de la protection de l'industrie nationale.

M. Beausoleil vous avertit des périls de l'avenir. Sa voix ne saurait être suspecte.

Ralliez vous autour du drapeau canadien qui est celui de la protection et de l'industrie nationale.

La Politique Nationale et les Cultivateurs.

L'une des principales accusations des libéraux contre la Polique Nationale c'est qu'elle est un désastre pour les cultivateurs. S'il fallait les en croire, les habitants des campagnes auraient à payer aujourd'hui les choses de consommation journalière cinq fois plus cher qu'en 1878, tandis qu'ils n'obtiendraient presque plus rien pour les produits des champs.

Mensonge que tout cela et pour le bien faire comprendre nous donnons ci-dessous quelques tableaux compilés des marchés même du *Globe*, tableaux qui prouvent sans réplique que les cultivateurs vendent mieux leurs produits ajourd'hui que du temps des Mackenzie et Cartwright, tandis qu'ils paient moins cher pour les choses de consommation journalière. Ces chiffres sont ceux des marchés de novembre 1878 et 1890 ;

Articles.	1878.	1890.
Blé d'automne, m.	$8 80 à 0 93	$0 95 à 0 97
Blé de printemps, minots.....	0 70 à 0 86	0 90 à 0 95
Orge, minots.....	0 60 à 0 90	0 53 à 0 63
Avoine, minots...	0 30 à 0 31	0 44 à 0 46½
Pois, minots.....	0 55 à 0 60	0 63 à 0 66
Cochon en carcasse, les 100 lbs..	4 00 à 5 00	5 00 à 5 40
Bœuf, quartier de derrière, 100 lbs	6 00 à 7 00	6 00 à 9 00
Bœuf, quartier de devant, 100 lbs	4 00 à 5 00	4 00 à 5 00
Moutons, 100 lbs.	5 00 à 6 00	8 00 à 9 00
Poulets, p. couple	0 30 à 0 45	0 30 à 0 40
Canards, p. couple	0 50 à 0 60	0 50 à 0 65
Oies, la pièce....	0 40 à 0 60	5c à 6c lb.
Dindes, la pièce ..	0 60 à 1 00	7c à 9c lb.
Fromage, la livre.	0 9½ à 0 10	0 11 à 0 12
Beurre en pains, d'une livre....	0 15 à 0 17	0 20 à 0 21
Beurre, gros pains	0 12 à 0 13	0 15 à 0 18
Beurre en tinette.	0 13 à 0 14	0 14 à 0 17

Articles.	1878	1890.
Œufs, la douzaine	0 20 à 0 25	0 26 à 0 28
Saindoux, la livre	0 8¼ à 0 8½	0 9 à 0 9¼
Patates, la poche.	0 90 à 1 00	0 70 à 0 70
Pommes, le baril.	1 50 à 1 25	2 00 à 3 50
Foin, la tonne...	7 50 à 14 00	7 00 à 11 00
Laine, la livre...	0 22 à 0 23	0 22 à 0 25

Voilà pour ce que vendent les cultivateurs ; voyons maintenant pour ce qu'ils achètent, d'abord en fait de comestibles et articles de consommation domestique :

Articles.	1878	1890
Sucre granulé.....	0 11⅞	0 08½
Thé vert.....	0 50	0 21¼
Thé noir.....	0 56	0 20
Thé Japonnais.....	0 44	0 21¼
Riz.....	0 05½	0 04¾
Melasse.....	0 35	0 45
Raisin.....	0 08	0 08
Savon.....	0 04¾	0 06¾
Empois.....	0 06¾	0 06
Café Java.....	0 37½	0 32½
Morue, la livre.....	0 06¼	0 07½
Tapioca.....	0 11½	0 08⅝
Sago.....	0 08	0 07½
Chandelles.....	0 14½	0 12½
Tabac à chiquer.....	0 54	0 58

Bref, la diminution dans les différents articles a été de 25 pour cent environ depuis douze ans. En d'autres termes les cultivateurs peuvent aujourd'hui acheter avec 75 cts ce qui coûtait $1.00 en 1878.

Voyons maintenant pour les draps et étoffes de tout genre :

Articles	1878	1890
Cotons jaunes.....	8¾	7
Gros coton à draps....	18	10 à 12½
Cotonnades.....	(Pas faites en Canada)	18¾
Flanelle grise.....	37½	20
Indiennes anglaises....	14¾	10
Indiennes canadiennes.	Pas faites	9¾
Tweeds tout laine canadiens.....	74	50
Tweeds union canadiens	50	31¼
Tweeds etoffe canadienne.....	69	44
Pantalons d'étoffe.....	$2.19	$1.87
Habillements d'etoffe..	9 38	7 50
Habillements de tweed	12.50	9 37
Chemises et caleçons, laine union.....	39	37½
Laine grise ordinaire..	78	50
Grosse laine grise.....	94	60

Dans ce cas-ci encore, la diminution dans les prix de 1878 est aujourd'hui de 25 pour cent environ. Voyons maintenant le prix des ferronneries :

Articles.	1878.	1890.
Pelles d'acier.....	$1 56	$0 75
Bêches d'acier.....	1 56	0 77
Pic avec son manche.....	1 88	0 90
Houe.....	0 75	0 31
Rateau de jardin.....	0 88	0 31
Faux à fourrage.....	1 13	0 60
Faux à grain.....	1 60	0 87½
Fourches à foin, 3 fourchons.	0 81	0 47½
Fourches à foin, 2 fourchons	0 56	0 37½
Fourches à fumier, D. H., 4 fourchons.....	1 25	0 72½
Fourches à fumier, L. D., 4 fourchons.....	1 13	0 66
Tarrière à creuser les trous pour piquets de clôture....	2 18	1 25
Grande pelle à grain en acier.	1 63	0 91
Couteaux à hâcher le foin....	1 38	1 12½
Haches.....	1 25	0 75
Serrures de portes et poignées (la douz).....	5 00	2 32
Blanc de plomb.....	0 11½	0 06½
Mastic.....	0 05	0 02½
Marteaux.....	1 13	0 37
Fers à cheval (le baril).....	5 00	4 50
Fers à cheval (la boîte).....	0 31 lb.	0 11

Dans ces différents articles la diminution des prix depuis 1873 a été 42 pour cent, c'est-à-dire que ce qui coûtait une piastre en 1878 ne coûte plus que 58cts.

Voyons enfin les instruments aratoires :

Articles.	1878.	1890.
Faucheuses.....	$ 80	$ 70
Moisonneuses.....	120	80
Rateaux à cheval.....	33	28
Lieuses.....	275	160

En face de pareils chiffres tirés comme nous l'avons dit des colonnes même du *Globe*, les libéraux auront-ils le front de prétendre encore que la Politique Nationale a été désastreuse pour les cultivateurs ?